

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 139 (1994)
Heft: 5

Artikel: Les Casques bleus français en Somalie
Autor: Stouff, Michel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345414>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ERSCHLOSSEN EMDDOK
MF /

Les Casques bleus français en Somalie

Par le colonel Michel Stouff¹

Le 9 décembre 1992, au milieu des «flashes» et des caméras de très nombreux journalistes, les Marines américains débarquent à Mogadiscio: c'est le début de l'opération «RESTORE HOPE».

Cette opération est décidée le 3 décembre, suite à l'adoption de la résolution 794 de l'Organisation des Nations-Unies qui prescrit le déclenchement d'une opération internationale d'assistance humanitaire. En effet, en particulier depuis 1991, année de la chute du régime du général Siad Barre, la situation s'est progressivement dégradée en Somalie. La guerre civile, les conflits claniques, la partition de la partie nord du pays conduisent à une anarchie totale. En 1992, malgré l'aide de la Croix-Rouge et de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG), la situation est tragique: plusieurs milliers de personnes meurent de faim ou sont massacrées dans des conflits internes.

L'objectif de l'opération «RESTORE HOPE» dont le commandement a été confié aux Américains, est, initialement, de rétablir un environnement sûr pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. L'opération se développe rapidement: fin janvier 1993, l'effectif maximum de 38 000 hommes est atteint. Huit secteurs sont définis, dont les commandements se répartissent ainsi: trois américains, un français, un belge,

deux canadiens et un australien. L'aide humanitaire peut reprendre normalement sauf dans la partie nord du pays, mais le désarmement des très nombreuses bandes aux ordres des «seigneurs de la guerre» n'a pas lieu.

Au début du mois de février 1993, les Américains entament leur repli et, le 4 mai, l'ONU prend la responsabilité du théâtre: l'opération «ONUSOM II»



Photo SIRPA/ECPA France.

¹En juillet 1988, Michel Stouff prend le commandement du 3^e Régiment de parachutistes d'infanterie de marine et est promu colonel en 1989. Avec son régiment, il participe à deux engagements opérationnels en Afrique. Le 1^{er} avril 1990, il est affecté à Toulouse comme chef d'état-major de la 11^e Division parachutiste. A la tête de son état-major, il est envoyé en Somalie dans le cadre de l'opération «ONUSOM». Il y occupe durant huit mois les fonctions d'adjoint et de chef d'état-major du commandant de la brigade multinationale mise sous commandement français. Il est actuellement affecté à l'état-major de la Force d'Action Rapide comme sous-chef d'état-major. En mars dernier, il est venu parler de ses expériences en Somalie à l'Assemblée générale de la Société cantonale jurassienne des officiers.

Quelques dates importantes

1960:	Indépendance de la Somalie
1977:	Défaite face à l'Éthiopie
1991:	Chute du président Syad Barre

Opération «RESTORE HOPE»

9 décembre 1992:	Arrivée des premiers soldats américains et français à Mogadiscio
26 décembre 1992:	Déploiement de 14 000 hommes (dont 2000 Français)
31 janvier 1993:	Déploiement de 38 000 hommes, début du retrait américain.
Mars 1993:	Conférence d'Addis Abeba sur la réconciliation des Somaliens.

Opération «ONUSOM II»

4 mai 1993:	Fin de «RESTORE HOPE», début de l'opération «ONUSOM II».
15 mai 1993:	Création à Baïdoa de la Brigade française qui ne sera complète que le 1 ^{er} août 1993.
4 juin 1993:	Violents affrontements à Mogadiscio, 24 Casques bleus pakistanais tués ainsi que plusieurs dizaines de Somaliens. Mise au banc des nations de l'un des «chefs de guerre», le général Adeed.
17 juin 1993:	Nouveaux combats à Mogadiscio qui devient incontrôlé malgré la présence de nombreuses forces de l'ONU.
6 octobre 1993:	20 soldats américains tués, réorientation de la politique américaine.
Novembre 1993:	Fin de la mission du contingent français.
Décembre 1993-mars 1994:	Retrait des contingents occidentaux: belges, italiens, américains, norvégien.

commence. Trente pays ont accepté d'y participer, le déploiement de 28 000 militaires et de 2800 fonctionnaires civils est prévu. Le commandement est confié au général turc Cevik Bir.

Les Français se redéploient et reçoivent la res-

pensabilité du secteur ouest qui s'étend sur près de 100 000 km². Leur PC est installé dans l'ex-ville «mouroir» de Baïdoa. A leur arrivée, il n'y a pratiquement plus de problème nutritionnel mais la situation sanitaire est déplorable. Toutes les infrastruc-

tures ont été systématiquement démolies, les puits obstrués... Il n'existe plus aucune structure administrative. L'insécurité règne, de nombreuses bandes pillent, massacrent; les axes ne sont pas sûrs, la situation dans Baïdoa est tendue.

Aux ordres du général Quadri, la Brigade «BAIDOA» est constituée et, à l'été 1993, comprend 4000 hommes:

- un état-major français avec des officiers de liaison étrangers;
- le contingent français (bataillon d'infanterie, détachement d'hélicoptères, groupement logistique);
- un bataillon marocain;
- un bataillon zimbabwéen;
- un bataillon botswanais;
- une compagnie médicale grecque;
- une compagnie de transport irlandaise.

La mission comprend un aspect militaire, le rétablissement de la sécurité, et un aspect humanitaire, l'aide aux populations et le rétablissement de structures administratives.

Sur le plan militaire, l'accent est mis sur les escortes, le contrôle de zones et d'axes; des unités nomadisent en permanence à proximité des villages. Les armes sont systématiquement recherchées et confisquées. A plusieurs reprises, des opérations militaires importantes sont menées pour neutraliser des bandes repérées. En juin, un

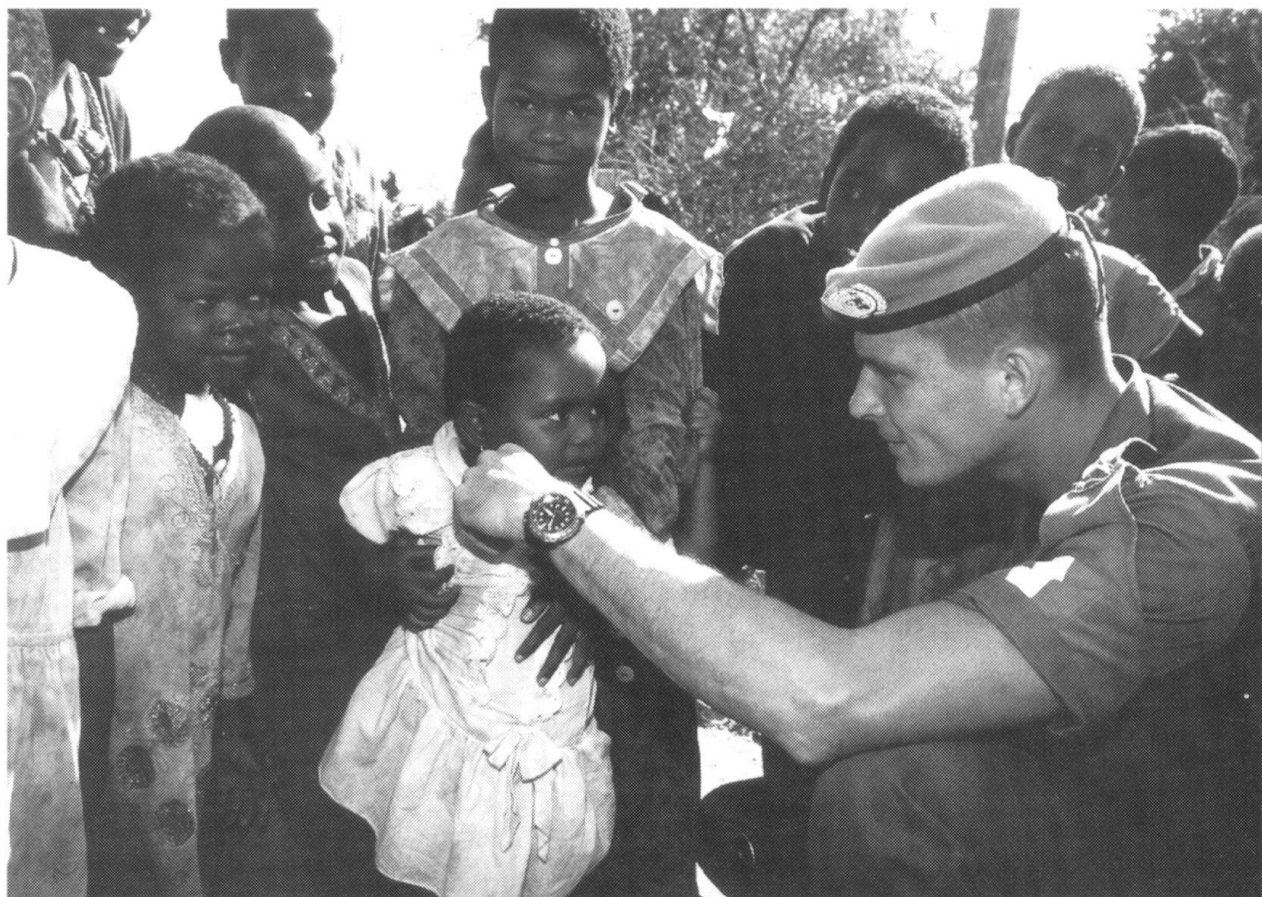


Photo SIRPA/ECPA France.

sous-groupement blindé français, appuyé par des hélicoptères, intervient dans les combats de Mogadiscio pour dégager une unité marocaine fortement prise à partie et qui déplore plusieurs morts et de nombreux blessés. Durant leur séjour, les Casques bleus français détruisent 5000 mines, 300 tonnes d'explosifs divers et récupèrent 1500 armes de guerre. A plusieurs reprises, ils sont amenés à s'interposer pour stopper des affrontements d'origine clanique; dès que les armes se taisent, il faut longuement discuter pour réconcilier les deux parties, ce qui demande beaucoup de sang-froid, de psycholo-

gie et une bonne expérience des mentalités africaines.

L'action humanitaire comprend essentiellement une aide apportée aux organisations non gouvernementales et des opérations au profit de la population: ainsi sont construits ou reconstruits 10 dispensaires, 12 écoles, 21 puits, 6 barages de rétention d'eau, 10 bâtiments administratifs... Plusieurs tonnes de nourriture sont distribuées. Le service de santé des armées françaises effectue, au profit de la population, 15 000 consultations, 600 opérations chirurgicales, 800 interventions dentaires.

Une police somalienne est recréée, ce qui nécessite recrutement, entraînement, contrôle des activités et administration. Une vingtaine de postes de police sont rendus opérationnels: les policiers sont armés grâce à des armes récupérées et soldés par l'ONU. Cette mission est délicate, car les moyens manquent et il faut choisir soigneusement les policiers pour éviter de recruter des anciens criminels ou des hommes corrompus.

Enfin, en liaison avec l'ONUSOM civile, des structures administratives sont remises en place: conseils de districts, conseils de

régions... chaque village dispose d'un «maire» qui devient un interlocuteur valable. Mais tout cela nécessite des heures et des heures de dialogue et d'arbitrage à l'occasion de dizaines de réunions.

En novembre 1993, la Brigade «BAIDOA» est remplacée par une brigade indienne. Le bilan est très positif: la sécurité est revenue, l'économie a redémarré, tous les conseils de district et de région de la zone sont formés. La police somalienne compte dans la zone 400 hommes et commence à

devenir efficace. L'état sanitaire de la population s'améliore.

Pour les soldats français qui regagnent leur pays, la mission a été passionnante. Ils sont fiers d'avoir contribué directement au sauvetage de nombreux Somaliens et à l'amélioration des conditions de vie de beaucoup d'autres. L'engagement au sein d'une force multinationale, en dépit d'innévitables difficultés, est une expérience enrichissante. Les commandants d'unité et chefs de section, engagés le plus souvent en

unités isolées, ont disposé d'une grande initiative. Les contacts avec les membres des organisations non gouvernementales, au début empreints de quelques incompréhensions, sont très rapidement devenus chaleureux.

Cependant, c'est avec une certaine amertume qu'ils voient aujourd'hui la situation se dégrader en Somalie et s'interrogent sur la volonté des Somaliens de se réconcilier et sur la capacité de l'ONU à trouver une solution au conflit.

M. S.

APPAREILS POUR VISION NOCTURNE

8 x 40 10 x 50 20 x 50 20 x 60

Jumelles



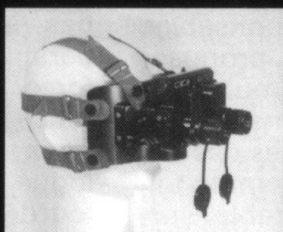
120.- Frs 130.- Frs 200.- Frs 210.- Frs

HIBOU



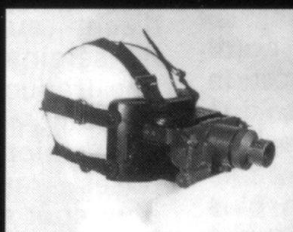
Jumelles 2,5 x 42 : 900.- Frs

ORION 1



Lunettes : 2'400 Frs

ORION 3



Lunettes professionnelles : 8'200 Frs

**N°1
en Suisse !**

Payement contre remboursement / Cartes de crédit / frais de port non compris

Livré avec sacochette et mode d'emploi / Garantie 1 an / Importation directe du fabricant

S.T.&V. S.A., 1009 PULLY, Tél: (021) 729 82 85 / Fax: (021) 728 03 84